

Des stylos, des bancs et un toit sur la tête: c'est le schéma simple de l'aide à l'éducation depuis des décennies. Mais l'enseignement est aujourd'hui un processus de production multidimensionnel, avec, comme matière première complexe, des personnes tant du Nord que du Sud. Peut-être un peu plus compliqué que ce que les milliers de jolies photos de classe suggèrent.

Nord et Sud sur les bancs d'école

Comment l'aide à l'éducation s'éduque elle aussi





“ Je préférerais voir un excellent professeur travailler à l'air libre, mais c'est impensable dans de nombreux endroits du Sud. C'est une question de respect.

L'appropriation: une question de besoin et de demande

Pour répondre de manière adéquate aux besoins et demandes, la coopération s'en remet aujourd'hui à un principe sacré: l'appropriation. Comment s'assurer qu'un partenaire perçoive un projet comme sien, qu'il réponde à ses besoins et demandes propres? Fabrice Lepla (Plan Belgique): « C'est un apprentissage. Au Cambodge, nous avons travaillé avec une minorité ethnique qui se déplaçait beaucoup hors du village pour travailler la terre. Notre projet initial prévoyait une école au village, mais nous avons vite remarqué que les enfants désertaient les bancs

pour aller travailler à l'extérieur. Finalement, une école mobile s'est avérée être la solution. Nous avons bien décelé les besoins d'enseignement, mais la demande concrète et ses implications pratiques nous avaient échappé. Lorsque besoins et demandes correspondent, l'appropriation est plus accessible. C'est pour cela qu'il est important d'identifier les acteurs principaux dans chaque communauté, de toujours sensibiliser aux besoins avec les moyens adéquats et d'en déduire les demandes appropriées. »

Il n'y a rien de plus essentiel pour l'individu que de pouvoir développer pleinement son potentiel, et rien de plus fondamental pour une société que d'assurer son avenir. L'un des outils les plus importants dans ce défi humain est l'enseignement, qui responsabilise l'individu et lui ouvre la voie vers une vie active. Mais il permet aussi un développement positif de la société dans son entièreté. Il semble ainsi logique que l'aide à l'éducation se soit concentrée durant des années sur l'augmentation de capacité d'accueil: construire plus d'écoles et y faciliter l'accès. Tous à l'école! Cette approche a donné des résultats quantifiables, mais a aussi amené un dilemme, selon **Fabrice Lepla**, Regional Program Manager Asia de Plan Belgique: « Il est apparu que ces efforts ne mèneraient à rien si la qualité de l'enseignement ne suivait pas. L'un de nos pays partenaires en Afrique présentait des chiffres de scolarisation impressionnants en 2005, mais cette progression a été anéantie lorsque l'état a remplacé les enseignants formés, trop coûteux, par des enseignants sans



Fabrice Lepla

formation, moins chers. Ce choix s'est ensuite reflété dans le niveau de scolarisation. Davantage de parents envoyaient leurs enfants au travail plutôt qu'à l'école car la formation de piètre qualité ne leur apportait pas grand-chose. Le plus grand mérite des ODD est de placer la qualité de l'enseignement et la lutte contre l'abandon scolaire au centre de leurs objectifs, et plus seulement la capacité. La croissance démographique de nombreux pays justifie toujours l'augmentation de capacité pour préserver un bon niveau de scolarisation, mais la formation des enseignants est le défi majeur de l'aide à l'éducation. »

Un travail de qualité sous un arbre

« Un beau bâtiment scolaire avec du matériel adéquat n'est, pour moi, pas une priorité » ajoute Lepla. « Je préférerais voir un excellent professeur travailler à l'air libre,



mais c'est impensable dans de nombreux endroits du Sud, où un bâtiment est important. Cela rend le progrès tangible. J'en déduis que de belles infrastructures ne sont peut-être pas essentielles pour la qualité de l'enseignement, mais pour les enseignants oui. Ils ne veulent pas travailler sous un arbre, et on ne peut pas l'ignorer. C'est une question de respect. Quand il s'agit de nos propres enfants, ne choisissons-nous pas l'école colorée avec de grands espaces de jeu ? »

Le poids spécifique du besoin et de la demande

Qui détermine ce qui est le plus nécessaire ? Qui pèse le plus dans la balance au moment de l'attribution des moyens ? Le Sud, qui peut et doit œuvrer lui-même à son propre développement, ou les bailleurs de fonds, maîtres de leur argent ? Ce n'est pas si simple. Fabrice Lepla explique : « Il faut différencier besoin et demande. Les besoins en matière d'enseignement ne sont quasi jamais remis en cause. En situation de crise, les demandes en matière d'ensei-



S'assurer que de nouvelles connaissances s'inscrivent dans une logique durable, la VVOB s'y attèle tant dans son planning que dans ses méthodes. Sven Rooms :



Le développement durable: une question de planning et de méthode

« Notre planning reflète la manière dont notre rôle évolue au cours d'un programme. Au départ, nous prenons en charge une part importante de celui-ci. Nous partageons ensuite les tâches avec le partenaire, puis celui-ci prend tout en main à la fin, la VVOB n'ayant alors plus qu'un rôle de réflexion ou d'observation. Nos formations et workshops ne visent par ailleurs pas que le ren-

forcement des capacités. Un apprentissage unidimensionnel Nord-Sud ne pourra jamais apporter toute la solution. Nous faisons appel à des méthodes plus poussées, parmi lesquelles l'assistance éducative et le peer learning. Au fil des phases, d'autres méthodes sont déployées. Cette évolution du planning et des méthodes s'avère très efficace. »

nement ne seront toutefois pas toujours une priorité : quand la survie est en jeu, ce sont les demandes en moyens matériels qui prime. Pourtant, l'enseignement offre, dans de pareils cas, une structure, des moyens d'expression pour gérer les traumatismes et de meilleures chances pour l'avenir. À l'inverse, une demande peut aussi aller à l'encontre des besoins urgents. Un chef de village a ainsi dit un jour *« Merci pour ce bijou »* à l'inauguration d'un bâtiment scolaire, pour ensuite demander la construction d'un deuxième étage, ce qui aurait donné davantage de prestige au projet. »

Un droit indiscutable

« Un bailleur de fonds peut juger du bien-fondé d'une demande. Plan Belgique considère l'enseignement comme un droit fondamental que nous continuerons de garantir même si la demande est faible. Notre attention se porte particulièrement sur les filles, qui ne peuvent pas souvent s'en prévaloir. Comment pouvons-nous garantir ce droit ? Comment leur faciliter l'accès à l'éducation pour qu'elles puissent ensuite occuper une vraie place dans la société ? Les infrastructures sont-elles adaptées et le transport sûr ? Les pratiques locales, telles que les mariages d'enfants, sont-elles des menaces pour l'éducation ? Des infrastructures adaptées et un renforcement du nombre d'ensei-



“ Parfois, l’enseignement élargit le fossé entre riches et pauvres : lorsque l’on néglige la différenciation, ce sont les enfants issus de milieux socioéconomiques privilégiés qui obtiennent de meilleurs résultats.

gnants devront permettre aux filles de réclamer ce droit à l’éducation et de devenir elles-mêmes actrices du changement. »

« Mais chaque choix doit s’inscrire dans le *joint framework*, le plan stratégique que le pays met lui-même sur pied avec les différentes parties prenantes et sur lequel les organismes d’aide doivent s’aligner. Chaque projet de Plan Belgique est la réalisation d’un choix propre au pays. Nous encourageons les états à prendre leurs responsabilités, au moyen de projets pilotes ou d’expériences qui montrent qu’une approche particulière a fonctionné ailleurs. »

Se rencontrer

Pour **Sven Rooms**, Program Director à la VVOB, il est évident que les financiers et bénéficiaires n’ont pas toujours les mêmes

priorités dans la longue liste des requêtes, « La VVOB a sa propre vision, qu’elle ne peut pas renier, mais nous ne nous voulons rien imposer. Nous soutiendrons des projets qui se situent à la croisée des besoins exprimés par les organisations partenaires et de notre vision. C’est là où nous nous rencontrons que nous pouvons nous renforcer mutuellement. L’enseignement n’est jamais totalement neutre. Les intérêts coloniaux s’y reflétaient jadis, et les structures locales l’instrumentalisent aujourd’hui pour asseoir leur pouvoir. Nous aussi faisons des choix : pour la VVOB, un enseignement de qualité est inclusif et personnalisé. Les OMD ont permis d’augmenter sensiblement le nombre d’enfants scolarisés, mais le plus grand défi aujourd’hui est la crise de l’apprentissage : beaucoup vont à l’école

mais n’y apprennent rien, les plus faibles ou ceux ayant des besoins spécifiques abandonnent. Nous misons tout sur un renforcement qualitatif de tout le monde. Le sexe de l’étudiant peut fortement influencer son accès à l’enseignement et la manière dont il le vit. Les minorités ethniques expérimentent elles aussi des problèmes si la langue parlée à la maison est différente de la langue d’enseignement, et les personnes handicapées ont également des besoins spécifiques. On ne soulignera jamais assez l’importance de l’enseignement maternel comme “*grand égalisateur*” : il peut offrir à des enfants les mêmes chances de départ, ensuite il s’agira plus de remédiation. L’enseignement peut jouer un rôle majeur dans l’atténuation ou le renforcement des inégalités. Parfois, il élargit le fossé entre riches et pauvres : lorsque



l'on néglige la différenciation, ce sont les enfants issus de milieux socioéconomiques privilégiés qui obtiennent de meilleurs résultats. Miser sur les résultats d'apprentissage et pas uniquement sur la présence pour briser le cercle vicieux des inégalités : voici le défi d'envergure qui attend l'enseignement de demain. »

Tirer des leçons

L'inclusion, la différenciation, ... tout cela semble familier. « Évidemment », acquiesce Sven Rooms. « Le cadre du développement était jadis très simple : c'était un processus unidirectionnel entre le Sud nécessiteux et le Nord omniscient. Aujourd'hui, nous faisons face à une problématique globale de l'enseignement. C'est également l'avis des ODD : le clivage Nord-Sud est une illusion, les besoins en terme d'enseignement sont universels. »

« La VVOB met dès lors à profit les expériences du Sud pour tenter de résoudre les problèmes en Belgique. Le phénomène des boîtes à tartines vides est plutôt neuf ici. Dans le Sud, on connaît ça depuis longtemps. Idem pour la diversité en classe, ou le conflit entre langue du domicile et langue d'instruction. Nous invitons des experts du

Sud à venir partager leurs visions et suggestions avec des experts en pédagogie d'ici. La VVOB a ainsi pu fournir tout un arsenal d'exemples aux



Sven Rooms

autorités de l'enseignement belge. Expériences, faits et résultats nous permettent de dépolitiser des questions parfois sensibles. Ces programmes ont un effet miroir : on se renforce mutuellement grâce à un échange d'expériences. Les inspections et les enseignants nous disent qu'ils ont ainsi pu développer de nouvelles manières d'appréhender les choses, notamment en matière d'égalité des chances ».

Kaat Torfs, coordinatrice de la Coopération Internationale chez Via Don Bosco, l'ONG des Salésiens pour le développement en Belgique, est aussi favorable à l'apprentissage Sud-Nord. « J'ai tellement appris des partenaires locaux. Nous pouvons prendre exemple sur certaines écoles qui s'engagent dans des alliances stratégiques avec des entreprises et adaptent leurs formations aux besoins des employeurs locaux. En Colombie, cette collaboration fructueuse a incité de grandes entreprises d'un même secteur

à participer à ce succès. Leur RSE se base dorénavant aussi sur les *success stories* de jeunes moins-que-rien qui brisent les stéréotypes. Ces représentations positives et les opportunités d'emploi qui en découlent influencent les ministères qui veulent aussi prendre part à l'effort. C'est une belle réussite, où chacun trouve son compte.»

De quel droit ?

Plan Belgique, Via Don Bosco et la VVOB n'ont dans le Sud ni écoles, ni programmes d'études, ni enseignants. « Il y a tellement de capacité et de potentiel locaux », remarque Sven Rooms. « Un bon enseignant ici ne l'est pas forcément là-bas. Une bonne connaissance du contexte est primordiale. On en tient heureusement compte dans la nouvelle mentalité globale de la coopération au développement. Je travaille depuis quinze ans dans le secteur et ai toujours trouvé étrange que le Nord débarque au Sud pour y entreprendre des choses. Imaginez qu'un pays étranger vienne nous dire que nous avons un problème et qu'ils ont la solution. "De quel droit ? Vous ne nous connaissez pas !", penserions-nous. Seuls ceux qui font cette analogie peuvent œuvrer dans le Sud avec une approche différente. L'équivalence et



Guillaume Langamvare (ADAFO) illustre l'importance de l'expertise locale avec une expérience concrète :

Locals first!

« Un projet Nord-Sud, avec pour objet le développement dans nos écoles d'activités assurant une forme d'autonomie financière, semblait mal embarqué. L'accompagnement devait être assuré par un organisme externe, mais cette aide apportée à 2 écoles nous coûtait 30 000 euros par an, et nous avons 17 écoles ! En concertation avec l'organisme, nous

avons décidé de changer de cap et demandé à notre expert de transmettre son savoir méthodologique à des acteurs locaux, qui ont ainsi remplacé notre expert sur place. Après un an, et avec des frais drastiquement réduits, notre expert peut maintenant transmettre ses connaissances à d'autres et développer lui-même des business plans. »



“ Nous pouvons prendre exemple sur certaines écoles qui s'engagent dans des alliances stratégiques avec des entreprises et adaptent leurs formations aux besoins des employeurs locaux.



Kaat Torfs

l'appropriation sont de grands principes, mais ils ne se concrétisent que lorsque l'on prend conscience de son propre comportement. Notre mission s'inscrit dans cette optique : aider les autorités à exploiter pleinement le potentiel présent. »

« Nous ne soutenons que des projets déjà planifiés et financés par les autorités locales. La durabilité institutionnelle et financière y existe déjà avant que nous ne dépensions un euro. La durabilité technique se développe au cours de nos programmes de renforcement des capacités, via de nouveaux outils didactiques, pédagogiques ou de gestion. On ne peut renforcer le système que via une

reconnaissance des autorités locales. En ne déplaçant qu'une seule pierre, on peut améliorer toutes les écoles. Cette méthode est, par contre, plus lente et n'est pas valorisée par tous les donateurs. C'est beaucoup plus facile d'obtenir des résultats rapides et palpables lorsqu'on se jette de tout son poids. »

Le coaching nécessite de la confiance

Kaat Torfs explique comment l'approche de Via Don Bosco et les besoins de leurs partenaires du Sud se rencontrent : « Au XIX^e siècle déjà, quand on ne parlait pas de droits des enfants ni de travail décent, Don Bosco aidait les jeunes défavorisés à trouver un premier travail. C'est aujourd'hui notre priorité dans le Sud. Les écoles demandent elles-mêmes que les jeunes vulnérables soient accompagnés vers le travail. Nous n'envoyons pas de personnel,



Guillaume Langamvare

mais soutenons une structure de coordination locale pour adapter l'enseignement à ce besoin. Dans cette approche, le relationnel est primordial. L'éducateur – un collaborateur local de terrain – endosse un rôle de coach : il accompagne les jeunes et leur fournit ainsi structure et challenge. Le sport et le jeu occupent un rôle central pour apporter aux jeunes les compétences de vie dont ils ont besoin pour trouver leur voie et prendre part tant à leur société qu'au monde professionnel. Le concept en vogue d'*Empowerment* prend ici tout son sens. »

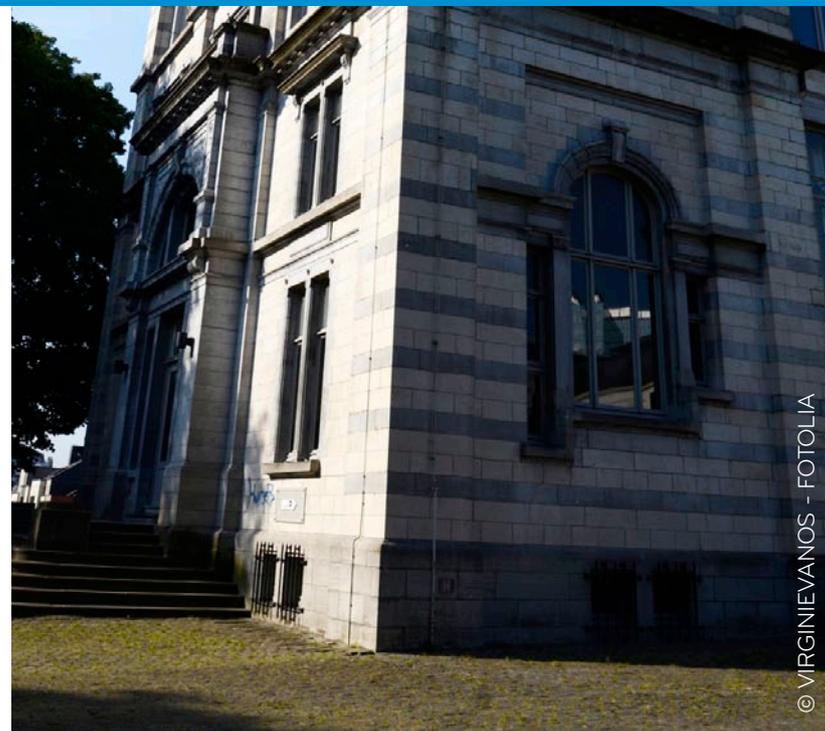
« Ce rôle de coach est crucial, et cela se traduit chez nous par un partage des connaissances et expériences réussies de notre ré-

seau mondial avec nos partenaires et l'établissement de liens avec d'autres ONG. Via Don Bosco se rend chaque année auprès des organismes partenaires, non pas pour évaluer, mais pour aider à encadrer des *"lessons learned meetings"*. La confiance et le respect mutuel ne sont ainsi plus des mots vides de sens. On perd le contrôle en ne travaillant que par l'intermédiaire d'acteurs locaux, mais c'est précieux pour nous. Notre plus-value majeure est le partage des connaissances acquises partout. »

Sur un pied d'égalité

Guillaume Langamvare, Coordinateur de projets au Technical Project Development Office ADAFO en Côte d'Ivoire, a plus de dix ans d'expérience dans la coopération internationale en matière d'enseignement. « L'identification des besoins généraux en développement se fait généralement à l'una-

“ De quel droit ? ”, penserions-nous si un pays étranger venait nous dire que nous avons un problème et qu'ils ont la solution. L'équivalence et l'appropriation sont de grands principes, mais ils ne se concrétisent que lorsque l'on prend conscience de son propre comportement.



“ L'appropriation ne peut pas être transmise: elle est préparée, avec toutes les parties prenantes, durant toutes les phases du parcours d'apprentissage.

nimité entre les experts du Nord et du Sud », remarque-t-il. « Nous faisons le diagnostic et le planning ensemble. Là où le bât blesse, c'est dans la façon dont les choses sont abordées. Les bailleurs de fonds du Nord oublient souvent que les autorités politiques des pays partenaires ont tendance à négliger les accords conclus autour de thèmes transversaux tels que les genres et l'écologie, parce que cela ne rapporte pas de voix. Beaucoup de projets échouent en raison de la corruption publique, du gaspillage, de la lenteur administrative ou de l'incompétence de certains dirigeants. Les sponsors nous imposent de collaborer avec ces pouvoirs locaux, tout en sachant que ceux-ci ont d'autres priorités. On nous refile la patate chaude, et c'est finalement celui qui est dans le besoin qui en pâtit. »

« Nord et Sud ne peuvent collaborer efficacement que si toute forme de domination ou subordination est bannie. J'accorde beaucoup d'importance au respect mutuel

et à la reconnaissance commune du potentiel. Lorsqu'une expertise manque dans un projet, on nous impose parfois des experts étrangers onéreux, alors que les compétences existent localement ou peuvent y être acquises. La connaissance du contexte est une valeur ajoutée fortement sous-estimée. Je le vois surtout chaque année à l'accueil des volontaires. Ils ont reçu une formation, mais dans le Nord, et celle-ci est trop théorique, avec ses stéréotypes et règles sur ce qui doit être et, surtout, ne pas être fait. C'est loin de la réalité: il n'y a rien qui justifie cela localement. La plupart des volontaires ont une attitude bienveillante, mais c'est la formation qui laisse souvent à désirer. Les malentendus sont plus souvent des obstacles à une bonne coopération que les problèmes techniques. »

« Mais je vois une évolution positive indéniable vers plus de participation et de développement propre. Le coaching est la manière la plus respectueuse d'encadrer des projets. S'il y a un besoin d'apprentissage

dans notre organisation, c'est la personne elle-même qui le formule, ce qui permet de bien délimiter le champ d'action de l'expert. Celui qui transmet la connaissance n'a, par ailleurs, aucun pouvoir décisionnel: il intervient uniquement comme exécutant. L'appropriation ne peut pas être transmise: elle est préparée, avec toutes les parties prenantes durant toutes les phases du parcours d'apprentissage. Ce n'est qu'ainsi que la personne peut prendre conscience des chances que le coaching lui offre pour l'avenir. Nous avons beaucoup progressé sur ce plan. L'expert se réservait autrefois certains droits, comme la prise de décisions. Cette approche était vouée à l'échec. »

SYLVIE WALRAEVENS

Venez débattre de ce sujet d'actualité le 13 octobre! Vous recevrez bientôt une invitation.